



Violences policières en France : Mais où est le tollé de la politique et des médias ?



Le 19 janvier 2019, des dizaines de milliers de personnes en France ont participé à nouveau aux manifestations des « gilets jaunes » contre le gouvernement. De nombreux manifestants ont perdu confiance dans le président. La raison en est l'utilisation contre les manifestants d'armes dites « non létales » controversées. Les blessures les plus graves sont délibérément acceptées par le gouvernement.

Le 19 janvier 2019 à nouveau, des dizaines de milliers de personnes en France ont participé aux manifestations des « gilets jaunes » contre le gouvernement. C'était le dixième samedi de suite. Selon le ministère de l'Intérieur, environ 84 000 personnes ont participé aux manifestations dans tout le pays. De l'autre côté, 80 000 policiers étaient de service, comme le samedi précédent.

La semaine dernière, le Président Emmanuel Macron avait proposé un « débat citoyen » national dans les communes et sur Internet jusqu'au 15 mars. Macron veut ainsi mettre un frein aux protestations continues contre sa politique. Cependant, les « gilets jaunes » critiquent le fait qu'il ignore leurs exigences principales – par exemple pour des pensions de retraite plus élevées, un meilleur pouvoir d'achat ou une réintroduction de l'impôt sur la fortune. Ils rappellent, entre autres, l'état désastreux des soins de santé et les mauvaises liaisons de transport dans les zones rurales. Sur les affiches des manifestants, l'initiative de Macron a été rejetée comme une « escroquerie » et d'autres ont exigé sa démission.

De nombreux manifestants ont perdu confiance dans le président. Cela s'explique par le nombre croissant de cas de blessures graves causées par les violences policières. Au centre de l'attention actuelle se trouvent les armes dites « armes de force intermédiaire ». Dans les médias, elles sont souvent décrites comme des armes « non létales » utilisées par la police pour tirer sur les manifestants des balles en caoutchouc ou des balles dites « défensives ».

Le dispositif de tir s'appelle « Lanceur de Balles de Défense », LBD en abrégé. Le modèle le plus célèbre est connu sous la marque « Flashball ». Selon les autorités françaises, les balles en caoutchouc sont censées se déformer au moment de l'impact pour ne pas pénétrer dans le corps mais pour dissuader ou arrêter une personne. La bille de 40 mm sort du canon à une vitesse de 100 mètres par seconde et permet une « très bonne précision » à une distance de 40 mètres.

Cependant, une page web du réseau de recherche « Désarmons-les ! » avertit que « leurs particularités en font une arme dangereuse, c'est-à-dire mortelle à moins de 25 mètres de distance. »

Depuis le début des manifestations le 17 novembre 2018, « Désarmons-les ! » a recensé 98 cas, dont 15 de personnes qui ont perdu un œil à cause de ces balles en caoutchouc dur. [<https://desarmons.net/index.php/2019/01/04/recensement-provisoire-des-blesses-graves-des-manifestations-du-mois-de-decembre-2018/>]

Parmi les 70 cas cités, on compte de nombreuses blessures graves causées par l'utilisation de diverses armes de police. Au moins quatre personnes ont eu une main arrachée à cause d'une grenade lacrymogène ou d'une grenade lacrymogène instantanée (GLI-F4). Plusieurs manifestants ont définitivement perdu l'ouïe. Le 12 janvier 2019, un pompier volontaire et père de famille a reçu une balle dans la nuque. Il est dans un coma artificiel après un traitement médical d'urgence et une opération chirurgicale. https://www.youtube.com/watch?time_continue=3&v=nIUrWjkk_oU

Depuis des semaines, le journaliste français David Dufresne rapporte des « incidents » au ministère de l'Intérieur ; le 17 janvier, c'était le numéro 312. <https://www.youtube.com/watch?v=k5FSX13NYp0>

Selon le gouvernement, 2 000 manifestants ont été blessés depuis la mi-novembre, et on compte 1 000 blessés du côté des forces de l'ordre. Toutefois, aucune information plus précise n'est donnée à ce sujet. On sait que l'IGPN, l'Inspection générale de la Police nationale, (A l'écran : Inspection générale de la Police nationale) a actuellement reçu 200 plaintes pour violence policière.

Jacques Toubon, qui occupe le poste de « Défenseur des droits » en France, a récemment lancé un appel au Parlement pour retirer l'arme LBD. [<https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/communiqu%C3%A9-de-presse/2018/01/le-defenseur-des-droits-remet-son-rapport-sur-le-maintien-de-lordre-au>].

Laurent Nuñez, secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, a exclu toute interdiction. Il a attiré l'attention sur la nécessité de l'arme : « Si les policiers n'avaient pas les moyens de se défendre, certains auraient déjà pu être lynchés lors des dernières manifestations ».

Selon un article du politologue Thomas Pany sur TELOPOLIS, il y a effectivement eu de la violence brutale parmi les participants aux manifestations de ces dernières semaines. Il y aurait eu des gens violents. Ce n'est probablement pas exagéré lorsque les policiers disent qu'ils ont subi des jets de bouteilles, de briques, d'acide, de boulons. Cependant, il y a des exigences légales, « proportionnées », « en cas d'urgence », auxquelles les policiers doivent se conformer, mais ils ne le font pas, selon la critique de David Dufresne. Il donne une explication détaillée de sa critique. . [<https://www.youtube.com/watch?v=WNWdBLwU8tA>]

Cette critique ne doit pas conduire à l'agitation contre les policiers français qui se trouvent dans une situation embarrassante, tendue et certainement pas à envier. Il s'agit de remettre en question l'approche du gouvernement. Les milieux policiers affirment que le gouvernement a une influence décisive sur les tactiques et les actions des forces de l'ordre.

[<https://twitter.com/alancelin/status/1085993395259142144>

Le 23 décembre le gouvernement a commandé 1 280 nouveaux LBD. La colère des « gilets jaunes » s'explique, selon Thomas Pany, parce le fait que le gouvernement ignore complètement cet aspect de violence policière. Macron n'a toujours parlé que de la violence des manifestants, qui n'avait pas de place dans la République. Il n'a rien dit sur la violence policière. Au lieu de cela, le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé une nouvelle loi qui punirait plus sévèrement les émeutiers et les organisateurs de manifestations non déclarées.

Dans les médias et les milieux politiques européens également, on évoque à peine la violence policière évidente qui a lieu en plein milieu de l'Europe. Ni le respect des exigences légales ni la démission du président français ne sont exigés. Pour rappel, qu'en est-il de la destitution illégitime, en 2014, du président ukrainien de l'époque, Viktor Ianoukovitch ? Bien que M. Ianoukovitch n'ait pas donné d'ordre de tirer, il a alors été, sans aucune enquête, objet du pire dénigrement [Min. 00:39] et on a demandé sa démission.

Veillez insérer des images de Min.01:07 : www.kla.tv/2389] Les détails peuvent être trouvés dans les émissions insérées : www.kla.tv/11787, www.kla.tv/12560, www.kla.tv/2389. Mais où est le tollé de la politique et des médias ?

de dd.

Sources:

<https://www.derstandard.de/story/2000096632718/erneut-zehntausende-gelbwesten-in-frankreich-auf-der-strasse>
<http://www.spiegel.de/politik/ausland/gelbwesten-proteste-demonstranten-lehnen-emmanuel-macrons-buergerdialog-ab-a-1248927.html>
<http://www.taz.de/Gelbwesten-in-Frankreich!/5566631/>
<https://www.heise.de/tp/features/Polizeigewalt-gegen-Proteste-der-Gelbwesten-Reihenweise-Verstuemmelungen-4281441.html?seite=all>
<https://de.wikipedia.org/wiki/Flashball>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Lanceur_de_balle_de_d%C3%A9fense
<https://desarmons.net/index.php/2019/01/04/recensement-provisoire-des-bleuses-graves-des-manifestations-du-mois-de-decembre-2018/>
<https://www.heise.de/tp/autoren/Thomas-Pany-3458977.html>
<https://perspektive-online.net/2019/01/sie-wollen-den-aufstand-mit-gewalt-und-repression-ersticken/>
<https://www.srf.ch/news/international/gewalttaetige-proteste-frankreichs-regierung-will-nun-durchgreifen>
<https://vimeo.com/312356784>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#EmmanuelMacron-fr - www.kla.tv/EmmanuelMacron-fr

#France - www.kla.tv/France

#GiletsJaunes - jaunes - www.kla.tv/GiletsJaunes

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.